

SOUK AHRAS

# Grogne des fonctionnaires de la Direction de la santé

**Un vent de colère règne au sein des fonctionnaires de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Souk Ahras «médecins, cadres de la prévention, laborantins», le non-paiement des salaires depuis le mois de mai a fini par irriter les cadres de cette direction.**

Pour rappel, le nœud du problème remonte à un mois, soit au lendemain du limogeage du directeur de la santé, D<sup>r</sup> Benklifa par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Boudiaf Abdelmalek paru au *Journal officiel* en date du 11 mai dernier. Depuis cette date, la

Direction de la santé est sans directeur jusqu'à ce jour.

Cette surprenante décision de démettre le premier responsable dans un secteur vital sans le remplacer a suscité moult interrogations chez les professionnels de la santé, envenimant le climat de travail où des dysfonctionnements

indéniables viennent de surgir dans plusieurs structures de la santé, notamment à l'EPH Ibn Rochd au service de l'hémodialyse où il y a eu une perturbation dans la disponibilité des produits indispensables aux séances d'hémodialyse.

Autres écueils qui s'ajoutent à ces foudlitudes de problèmes auxquels sont confrontés les structures hospitalières, non-paiement des factures d'électricité en l'absence d'ordonnateur, pour les fonctionnaires de la Direction de la

santé qui ont pris attache avec *Le Soir d'Algérie* : «On arrive très difficilement à joindre les deux bouts sans salaires en ce début de Ramadhan, le retard dans le versement de la paie est vécu comme un véritable tourment «pour démêler l'écheveau de cette affaire, notre correspondant a pu joindre par téléphone l'attaché de presse au niveau du ministère de la Santé, ce dernier nous a laissé entendre qu'il informera le secrétaire général du ministère sur cette problématique auxquels sont confronté les fon-

ctionnaires de la santé. Pour les protestaires, le mépris de la tutelle pour débloquer cette situation est inadmissible, devant cet imbroglio, dans une correspondance dont nous détenons une copie, les fonctionnaires de la Direction de la santé et de la population de Souk Ahras envisagent de tenir, au courant de cette semaine, un sit-in devant le siège de la DSP et se disent décidés à aller jusqu'au bout de leur revendication pour faire valoir leurs droits.

Barour Yacine

BOUIRA

## Les villageois de Touta interpellent le wali

**Plusieurs dizaines de villageois de Touta, ce village situé à moins de 2 kilomètres de la commune de Dirah, à 60 kilomètres au sud de Bouira, viennent, et pour la deuxième fois en l'espace de quatre mois, d'interpeller le wali de Bouira sur les conditions lamentables dans lesquelles patauge leur village.**

Selon certains villageois qui se sont déplacés, ce jeudi, à notre bureau et qui nous ont remis les copies des deux correspondances envoyées au wali dont la dernière date du 6 juin courant, leur village totalement abandonné par les pouvoirs publics.

D'après eux, ce village qui est pourtant situé à moins de 2 kilomètres du chef-lieu, manque de tout. A commencer par la route jamais bitumée alors que les normes qui exigent son aménagement et son inscription pour devenir un chemin

communal sont largement réunies tant cette route est fréquentée quotidiennement par des centaines de véhicules appartenant aux villageois.

Outre le problème de la route, le gaz naturel qui tarde à être inscrit pour ce village, le manque d'eau potable malgré le passage non loin du village de la conduite d'alimentation en eau potable depuis le barrage de Koudiat Asserdoun et allant vers la wilaya de M'sila, qui est opérationnelle depuis plus de trois ans.

D'après nos interlocuteurs, le village Touta a été inscrit en 2014 pour être alimenté en gaz naturel mais à la dernière minute, l'enveloppe qui lui a été allouée a été, selon eux, détournée au profit d'un autre village qui, lui, en était déjà pourvu et a bénéficié de cette enveloppe supplémentaire dans le cadre d'une extension en RCN, alors que, rappellent-ils, leur village devait être parmi les priorités tant il est situé au pied du

mont Dirah avec des températures souvent au-dessous de zéro en temps hivernal ; alors que le gaz butane manque affreusement au niveau de la commune, obligeant les gens à recourir au bois de chauffage..

Outre ces problèmes que le village rencontre au quotidien, il y a également le manque d'infrastructures de loisirs pour les jeunes qui sont également livrés à un chômage endémique qui frappe la commune en général et le village en particulier.

Enfin, le problème de raccordement des nouvelles habitations érigées dans le cadre des aides à l'habitat rural est également évoqué par ces villageois qui espèrent voir le wali se pencher sérieusement sur le cas de leur village. Une visite du wali est vivement souhaitée par ces habitants qui parlent d'une marginalisation totale de leur village.

Y. Y.

EL TARF

## Les citoyens dénoncent le rôle ambigu de l'APW

**L'APW tiendra une session extraordinaire ce lundi 13 juin, avec un ordre du jour, des plus ordinaires, à savoir l'approbation du plan d'aménagement de la wilaya (PAW) et des délibérations sur des financements de plusieurs opérations découlant du budget de wilaya.**

Un ordre du jour, somme toute banal, et qui ne mérite pas la tenue d'une telle session en cette période de rigueur budgétaire ou plutôt d'austérité, à moins que derrière ce conclave et comme de coutume les membres de ladite assemblée, en manque de langue de bois, exerceront leur sport favori de thuriféraires zélés à l'endroit du wali pour titiller et gonfler son égocentrisme.

D'un mandat à un autre, les sessions de l'APW se succèdent et se ressemblent, dans leur contenu lié aux questions génériques de développement. D'un mandat à un autre, c'est toujours les mêmes débats, les mêmes rengaines et les mêmes jérémiades autour des mêmes problématiques, problèmes de quartiers et surtout les mêmes dossiers parfois vieux de plusieurs décennies et élaborés par des commis-

sions avec plus ou moins de pertinence, de rigueur et de complaisance dans la présentation pour certains secteurs à l'image de la DUAC (Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction). Un remake d'un navet nau-séabond qui n'en finit pas.

Cependant, l'APW d'El Tarf s'est transformée ces dernières années en un mastodonte budgétivore avec une pléthore de fonctionnaires qui se roulent les pouces à longueur de journée et en une armée d'agents de sécurité recommandés par des accointances et dépêchés par la DAL (Direction de l'administration locale) dont plusieurs, payés rubis sur l'ongle, n'ont jamais montré le bout de leur nez dans les travées de cette bâtisse du fait qu'ils jouissent d'appuis en haut lieu.

Aussi, l'auguste APW, en tant que telle, est-elle atteinte par le

syndrome du tribalisme primaire, concentre le gros de ses efforts en usant des moyens matériels de l'Etat pour régler les petites affaires des élus, de leurs proches et même de leurs suppôts. Les problèmes des petites gens et les citoyens lambda sont relégués, le plus souvent, aux calendes grecques, et ce, tout en promettant à ces derniers monts et merveilles. En réalité et c'est l'évidence, c'est une APW qui fourgue, malheureusement, du vent aux citoyens-électeurs.

Quels sont aujourd'hui le rôle et la finalité de la fonction d'un P/APW, sinon de suivre le wali dans le moindre de ses déplacements? Quel est le rôle de la majorité des élus sinon de venir voter le budget ou de rédiger des rapports de commission qui finissent le plus souvent dans les tiroirs débordants et poussiéreux de cette institution...?, et puis ces directeurs de l'exécutif qui racontent sous le manteau les interférences des élus ainsi que leurs bévues et inepties pour des faveurs dont certains vont à l'encontre des lois de

la République. Par ailleurs, la lecture objective et assidue du code de wilaya est instructive à plus d'un titre.

En effet, tous demandent l'application des articles dudit code dans son volet qui traite du développement économique, de l'agriculture, de l'investissement et des infrastructures de base.

De mémoire les élus n'ont jamais élaboré et présenté un plan de développement à moyen terme qui retrace les objectifs, les programmes et les moyens mobilisés par l'Etat dans le cadre des projets de l'Etat et des programmes communaux de développement comme stipulé par l'article 80 du code de wilaya. En somme, une institution qui navigue à vue.

Quoi qu'il en soit, avec un bilan des plus maigres en quatre années d'existence et d'exercice les citoyens, connaissant, depuis, le véritable visage de l'APW qui doit être réformée de fond en comble, ont déjà pris leur mal en patience en attendant, éventuellement, des jours meilleurs.

Daoud Allam

### DÉFICIT EN STATIONS DE TAXIS

## La population de la vallée des Jardins, à Mostaganem, crie au désarroi

Les habitants de la vallée des Jardins déplorent le fait qu'il n'existe pas au niveau de leur localité forte de 12 000 âmes une station de taxi desservant leur cité à la ville de Mostaganem distante d'une dizaine de kilomètres alors que la ville se développe et prend de l'extension.

Ces habitants utilisent comme moyen de locomotion des petits bus mal entretenus où ils sont entassés comme des sardines et avec des horaires définis tandis que pendant les horaires de pointe, c'est le vrai calvaire, les citoyens doivent jouer des coudes pour pouvoir monter et les conducteurs de bus font du racolage tout au long du trajet.

«C'est un vrai calvaire, me disent les travailleurs résidant à la vallée des Jardins quand ils doivent se rendre à leurs lieux de travail à l'heure si bien qu'à midi, ils évitent d'aller chez eux pour se restaurer sinon ils risquent d'être en retard à leurs bureaux en début d'après-midi.»

Cette population a tout essayé, elle a saisi la direction des transports et le syndicat autonome des taxis mais les choses traînent toujours. Le tronçon menant vers la vallée des Jardins traverse une autre cité, celle de la cité «Medjahri» forte de 4 000 âmes et ses habitants sont obligés de traverser le rond-point dit «le rond-point de tous les dangers» du côté de la nouvelle gare routière pour trouver un transport. Les clandos sont aux aguets à longueur de journée et de la nuit pour proposer aux clients leurs services.

Il existe aussi des entreprises de «radio taxis» mais les prix des courses sont exorbitants tout comme ceux des taxis ordinaires, 200 DA la simple course de la vallée des Jardins au centre de Mostaganem et sans que la direction des transports se mêle pour au moins ajuster les prix du transport de quartier en quartier.

A. B.